

République Française — 1ère Circonscription des Vosges
ELECTIONS LEGISLATIVES DU 4 MARS 1973



Le Parti Socialiste Unifié
présente

Odette HANTZ

Vendeuse Grands Magasins
Militante Syndicaliste

SUPPLÉANT
Jean-Michel HORNUS
Animateur Universitaire

LES VOSGES AUX MAINS DE L'EXPLOITATION CAPITALISTE

Le département des Vosges risque de n'être plus, demain, qu'une zone à chlorophyle au profit de la métropole lorraine. On viendra de Metz ou de Nancy pour respirer l'air pur, s'oxygéner et installer des résidences secondaires. **Mais que deviendront les paysans et les travailleurs vosgiens?** Ils n'auront sans doute plus qu'à émigrer vers les grands centres industriels afin de trouver un emploi qualifié et rémunérateur.

Cela se produit déjà. Depuis quelques années les jeunes ouvriers (ou des paysans) munis d'un CAP ou d'un Brevet Professionnel partent pour Sochaux, Mulhouse ou la Meurthe-et-Moselle. **Cet écrémage des forces vives vosgiennes n'est nullement freiné par les Pouvoirs Publics** et les élus de la majorité qui se contentent de bercer la population du refrain : « Tout va bien. Il n'y a aucun problème d'emploi dans les Vosges. La situation est satisfaisante ».

LA RÉALITÉ...

Les faits sont moins engageants. **Les salaires sont parmi les plus bas de France** et les emplois offerts en majorité du niveau manœuvre ou au mieux OS. Le textile et la confection longtemps mono-industrie ont fixé le niveau des salaires durant des décennies,

Les emplois féminins systématiquement attachés à des postes au rendement, en particulier dans l'habillement et la bonneterie, sont toujours de qualification très basse, donc sous-rémunérés. Il en est d'ailleurs de même lorsqu'il s'agit de travailleurs immigrés : « Travaille, prends ce qu'on te donne, tais-toi ou vas ailleurs ».

Pour empêcher la concurrence des salaires, les patrons textiles se sont opposés à l'arrivée de nouvelles industries offrant des salaires plus élevés. Et même dans ce domaine, on constate des faits surprenants et scandaleux. On tente d'attirer les industriels en leur tenant le langage suivant : **« Venez donc dans les Vosges, la main-d'œuvre y est bon marché et sérieuse ».** Ce qui fait, par exemple, que MICHELIN offre à Epinal des salaires nettement inférieurs à ceux pratiqués à Clermont-Ferrand. Que WORTINGTHON — usine de pointe américaine — paie ses ouvriers 5 F de l'heure, c'est-à-dire au niveau du minimum textile... et pas plus. Que la CEMREP (La Bresse) embauche à 4,87 F et « Vestra », et « Playtex », etc...

Pour boucher les trous, les députés dépanneurs de l'UDR posent quelques rustines par ci, par là, à grands renforts de publicité (exemple Fraize-Plainfaing, ou n'en posent pas, exemple la Brasserie de Charmes et la SITRA de Thaon) mais ils ne trouvent aux vrais problèmes que de fausses solutions...

Les Pouvoirs Publics et les élus de la majorité favorisent l'installation des « chasseurs de primes » du type « Bonbon » à Epinal, ou Devanlay à Charmes, quitte à les voir partir au moment où **l'exonération de la patente prend fin.**

C'est la logique du système qui n'a pour seul but **que l'accroissement des profits.** C'est aussi la conséquence d'une « industrialisation politique » conçue pour donner l'illusion à l'Opinion Publique que les députés de la majorité ont œuvré pour le développement économique du département.

VOSGIENS, ON VOUS TROMPE

Les belles paroles de ces Messieurs de l'UDR (aujourd'hui de l'URP) ne servent qu'à masquer leur carence dans tous les domaines : emploi, logement, équipements collectifs et sociaux, loisirs populaires, etc...

Les paysans ne trouvent de réponse à leurs problèmes que dans une exploitation capitaliste de plus en plus affirmée. Le contrôle et la prise en charge de leur situation leur échappent (qu'il s'agisse des sols, de la production ou de la qualité des produits).

Le type d'enseignement et de culture dispensé depuis l'école jusqu'aux centres de formation ne fait que contribuer à maintenir et accroître les inégalités sociales et la sélection arbitraire de classe.

VOSGIENS, il faut en finir avec le régime des notables incapables et satisfaits. Il faut que, demain, le pouvoir de décision vous appartienne en substituant à l'économie capitaliste basée sur le profit, une économie socialiste prenant en compte les besoins réels de la classe ouvrière et paysanne.

IL NOUS FAUT RECONQUÉRIR LES VOSGES EN IMPOSANT LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS.

POUR EN FINIR AVEC LA SOCIETE ACTUELLE...

Le régime gaulliste va sur sa fin. Si la majorité, divisée et qui a peur, essaie de s'accrocher à ses privilèges, rarement l'enjeu d'élections législatives aura été aussi clair qu'aujourd'hui : **il est possible d'en finir avec la société actuelle.**

Devant la hausse des prix, que les camouflages pré-électoraux ne peuvent arrêter, devant la montée du chômage, devant les scandales et les méthodes policières du régime, devant la misère des équipements publics (logement, téléphone, santé, école) devant le silence écœurant du gouvernement français quand Nixon bombardait Hanoï, le mécontentement populaire s'est accumulé contre les hommes de Pompidou.

Mais plus encore, au cours des dernières années, et notamment à travers des luttes populaires comme celle du Joint Français de Saint-Brieuc, une volonté grandissante s'est exprimée : celle d'en finir avec une société où l'on décide sans nous et contre nous, où les mécanismes de décision sont aux mains d'un petit groupe d'industriels, de banquiers, d'administrateurs. L'ensemble de la crise du capitalisme rend le socialisme plus actuel que jamais.

LE PSU PROPOSE : LE SOCIALISME ET L'AUTOGESTION

Les Français aspirent à des transformations profondes et non au simple changement d'équipe gouvernementale : le PSU leur propose le projet du socialisme et de l'autogestion.

L'autogestion, c'est la possibilité pour chaque homme et chaque femme d'imposer les décisions qui le concernent, là où il habite et là où il travaille. Pour que la volonté collective puisse l'emporter contre les résistances et les égoïsmes, il faut que la planification démocratique assure la suppression des inégalités sociales et régionales. L'autogestion c'est enfin le socialisme et la liberté, soucieux d'élargir les libertés fondamentales et respectueux des différences et des particularités.

Projet pour l'avenir, l'autogestion se prépare dès aujourd'hui dans la lutte quotidienne : c'est ce que signifie le titre de notre Manifeste. **"Contrôler aujourd'hui pour décider demain"**, où le PSU démontre comment construire dès maintenant le socialisme et l'autogestion. En contrôlant la vie de l'entreprise, du quartier, du pays, en imposant les décisions prises collectivement, nous préparons l'avènement d'une société socialiste où demain, ce seront nous qui déciderons.

Société qui ne peut se limiter à l'Hexagone et qui, pour être socialiste, exige la solidarité avec tous les peuples exploités par les impérialismes internationaux.

VOTER PSU

c'est contribuer avec toutes les forces populaires à écarter du pouvoir les hommes du patronat, qu'ils se disent encore gaullistes ou qu'ils se camouflent sous le nom de "réformateurs" ;

c'est choisir parmi les forces politiques du mouvement ouvrier la seule qui défende le projet du socialisme et de l'autogestion ;

c'est affirmer votre volonté de participer au combat qui se mène, quotidiennement, partout, pour construire dès à présent

le socialisme et l'autogestion



IMP. R. GROS REMIREMONT

Vu le candidat